

PREFET DE LA REGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

## ARRÊTÉ

**portant décision d'examen au cas par cas  
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement :**

**Projet de défrichement d'une surface boisée de 5 hectares pour reconversion en prairie pâturée  
sur le territoire de la commune de Fondremand (70)**

Le préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté,  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3, L.517-12-6 et R. 181-14 ;

Vu l'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° BFC-2019-2054 relative au projet de défrichement d'une surface boisée de 5 hectares pour reconversion en prairie pâturée sur le territoire de la commune de Fondremand (70), reçue le 28/02/2019 et portée par Monsieur Patrick Camos ;

Vu l'arrêté de M. le Préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté n°18-435-BAG du 03/09/2018 portant délégation de signature à M. Jean-Pierre LESTOILLE, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé du 14/03/2019 ;

Vu la contribution de la direction départementale des territoires de la Haute-Saône du 21/03/2019 ;

### **Considérant :**

#### **1. la nature du projet,**

qui consiste à défricher une surface boisée de 5 hectares pour reconversion en prairie pâturée sur le territoire de la commune de Fondremand (70) ;

qui a pour objectif l'extension d'un parc à moutons ;

qui relève de la catégorie n°47a du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement, qui soumet à examen au cas par cas les projets de défrichements soumis à autorisation au titre de l'article L. 341-3 du code forestier en vue de la reconversion des sols pour une superficie totale, même fragmentée, de plus de 0,5 hectare ;

#### **2. la localisation du projet,**

situé sur une parcelle cadastrée section ZC n° 2 à l'est du territoire communal, contiguë à un secteur

composé de prairies, de haies et de bosquets ;

en dehors de toute zone d'inventaire, de protection de la biodiversité ou de zone humide répertoriée et sans enjeu sur la biodiversité ;

à environ 7 kilomètres du site Natura 2000 « Réseau de cavités à minioptères de Schreibers en Franche-Comté » ;

en dehors de tout périmètre de protection de captage d'eau potable ;

### **3. les impacts non notables sur l'environnement et la santé humaine, compte tenu :**

de l'absence d'enjeu sanitaire ou environnemental ; l'attention du pétitionnaire étant toutefois attirée sur la période souhaitable pour le défrichement, comprise entre fin septembre et le 15 mars, afin de préserver la faune ;

•

#### **Arrête :**

#### **Article 1<sup>er</sup>**

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de défrichement d'une surface boisée de 5 hectares pour reconversion en prairie pâturée sur le territoire de la commune de Fondremand (70) n'est pas soumis à évaluation environnementale.

#### **Article 2**

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

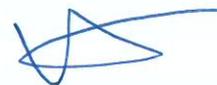
Conformément aux dispositions de ce même article, l'autorité compétente vérifie au stade de l'autorisation que le projet présenté correspond aux caractéristiques et mesures qui ont justifié la présente décision.

#### **Article 3**

Cette décision sera mise en ligne sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement : <http://www.bourgogne-franche-comte.developpement-durable.gouv.fr/cas-par-cas-dossiers-deposes-et-decisions-rendues-r669.html>.

Fait à Besançon, le 04 AVR. 2019

Pour le Préfet et par délégation  
Le directeur régional



**Voies et délais de recours**

Les décisions de dispense peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique formé dans un délai de deux mois à compter de leur notification ou de leur mise en ligne sur internet.

Les décisions dispensant d'évaluation environnementale ne constituent pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elles ne peuvent faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elles sont susceptibles d'être contestées à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision approuvant le projet.

Les décisions soumettant à évaluation environnementale peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans les mêmes conditions. Elles peuvent faire l'objet d'un recours contentieux qui doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision, ou dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique.

Où adresser votre recours ?

Recours gracieux :

Monsieur le Préfet de région Bourgogne-Franche-Comté  
DREAL Bourgogne-Franche-Comté  
TEMIS, 17 E rue Alain Savary  
BP 1269  
25005 Besançon cedex

Recours hiérarchique :

Monsieur le Ministre de la Transition écologique et solidaire  
CGDD/SEEIDD  
Tour Sequoia  
92055 La Défense cedex

Recours contentieux :

Tribunal administratif de Besançon  
30 rue Charles Nodier  
25044 Besançon cedex 3

ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

